



LES ASA DE DROIT



Le bénéfice de ces autorisations ne nécessite pas la prise d'un arrêté de l'autorité territoriale, ni de saisir pour avis préalable le CST.

Ces autorisations sont prévues par des textes particuliers

I. Les autorisations d'absence liées à des événements familiaux

Objet	Durée	Observations	Références
Naissance ou adoption	3 jours pris dans les 15 jours qui suivent l'événement	Congé et non plus ASA depuis 2020 Congé accordé sur présentation d'une pièce justificative Cumulable avec le congé paternité	Ordonnance n°2020-1447 du 25 novembre 2020
Décès d'un enfant	12 jours ouvrables 14 jours ouvrables si l'enfant est âgé de moins de 25 ans et quel que soit l'âge de l'enfant, si ce dernier était lui-même parent ou en cas de décès d'une personne âgée de moins de 25 ans dont l'agent public a la charge effective et permanente 8 jours supplémentaires fractionnables dans un délai d'un an à compter du décès	ASA de droit depuis 2023	Article L. 622-2 CGFP

II. Les autorisations d'absence liées à des motifs professionnels et syndicaux

Objet	Durée	Observations	Références
Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale des agents	Durée de la visite	Convocation à fournir	Article 23 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale
Examens médicaux complémentaires pour les agents soumis à des risques particuliers, les agents handicapés et les femmes enceintes	Durée des examens	Convocation à fournir	
Mandat syndical : congrès national	10 jours par an	Convocation à fournir au moins 3 jours à l'avance, aux agents désignés par l'organisation syndicale, justifiant du mandat dont ils ont été investis	Article L. 214-3 et L. 214-4 du CGFP (ancien décret n°85-397 du 3 avril 1985)
Mandat syndical : congrès internationaux ou réunion des organismes directeurs	20 jours par an		



Mandat syndical : réunion des organismes directeurs

de sections syndicales

1 heure d'absence pour 1000 heures de travail effectuées par l'ensemble des agents



III. Les autorisations d'absence liées à la maternité et à la parentalité

Objet	Durée	Observations	Références
Aménagement des horaires de travail	Dans la limite d'une heure par jour	Autorisation accordée sur demande de l'agent et sur avis du médecin du travail, à partir du 3ème mois de grossesse compte tenu des nécessités des horaires du service	Circulaire NOR/FPPA9610038Cdu 21 mars 1996 relative au congé de maternité ou d'adoption et aux autorisations d'absence liées à la naissance QE n°69516 du 19 octobre 2010
Séances préparatoires à l'accouchement	Durée des séances	Autorisation susceptible d'être accordée sur avis du médecin de la médecine professionnelle au vu des pièces justificatives	Circulaire NOR/FPPA9610038Cdu 21 mars 1996 relative au congé de maternité ou d'adoption et aux autorisations d'absence liées à la naissance
Examens médicaux obligatoires : 7 prénataux et 1 postnatal	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit	article L. 622-1 CGFP par renvoi à l'article L 1225-16 du code du travail
Accompagnement aux examens médicaux dans le cadre d'une grossesse ou d'une AMP : max 3 examens Conjoint/concubin/pa rtenaire de PACS	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit	article L. 622-1 CGFP par renvoi à l'article L 1225-16 du code du travail
L'agent bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation (PMA) pour les actes médicaux nécessaires	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit	article L. 622-1 CGFP par renvoi à l'article L 1225-16 du code du travail
Les agents engagés dans une procédure d'adoption pour se présenter aux entretiens obligatoires nécessaires à l'obtention de l'agrément	Durée des entretiens	Autorisation accordée de droit Un décret va paraître pour définir le nombre maximal d'ASA	article L. 622-1 CGFP par renvoi à l'article L 1225-16 du code du travail





Allaitement

Dans la limite d'une heure par jour à prendre en 2 fois

Autorisation susceptible d'être accordée en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant et sous réserve des nécessités de service Circulaire NOR/ FPPA9610038Cdu 21 mars 1996 relative au congé de maternité ou d'adoption et aux autorisations d'absence liées à la naissance

QE n°69516 du 19 octobre 2010

Article 46 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019

IV. Les autorisations d'absence liées à des motifs civiques

Objet	Durée	Observations	Références
Juré d'assises	Durée de la session	Fonction de juré obligatoire (convocation à fournir) Article 267 du Code de procédure pénale	
	Dui ee de la session	Maintien de la rémunération, cumul possible avec l'indemnité de mission	Articles R. 139 et R. 140 du Code de procédure pénale
Témoin devant le juge pénal	Durée de la session	Citation à comparaître ou convocation à fournir	QE JO AN n°75096 du 5 avril 2011
Agents sapeurs- pompiers volontaires : formation initiale	30 jours au moins répartis au cours des 3 premières années de l'engagement dont au moins 10 jours la première année	Autorisation d'absence ne pouvant être refusée qu'en cas de nécessité impérieuse de service Obligation de motivation de la décision de refus, notification à l'intéressé et transmission au SDIS Information de l'autorité	Loi n°96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers
Agents sapeurs- pompiers volontaires : formation de prévention	5 jours au moins par an	territoriale par le SDIS deux mois au moins à l'avance concernant les dates et la durée des actions de formation Etablissement recommandé de convention entre l'autorité	Circulaire NOR/PR- MX9903519C du 19 avril 1999
Agents sapeurs- pompiers volontaires : intervention	Durée de l'intervention	territoriale et le SDIS pour encadrer les modalités de délivrance des autorisations d'absence	
Agent membre d'une association agréée en matière de sécurité civile (mise en œuvre du plan Orsec ou à la demande de l'autorité de police compétente en cas d'accident, sinistre ou catastrophe)	Durée de l'intervention ou de la mission	Sous réserve des nécessités du service, le chef de service ne peut s'opposer à l'absence de l'agent Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée à l'encontre de l'agent mobilisé	Article L. 622-3 du CGFP







LES ASA FACULTATIVES



neveu, nièce, beaufrère, belle-sœur

Le bénéfice de ces autorisations d'absence nécessite une délibération de l'autorité territoriale, après saisine préalable obligatoire du CST pour avis

Les durées sont données à titre indicatif et représentent des limites à ne pas dépasser

I. Les autorisations d'absence liées à des événements familiaux

200 auto. 15atio			
Objet	Durée	Observations	Références
Mariage ou PACS de l'agent	5 jours ouvrables	Autorisation accordée sur 200 présentation d'une pièce QE n°44068 JO A justificative 200	
Mariage d'un enfant	1 jour ouvrable		
Mariage d'un ascendant, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau- frère, belle-sœur	1 jour ouvrable		
Décès du conjoint, concubin, partenaire de PACS	3 jours ouvrables		Article L. 622-1 CGFP Circulaire ministérielle du 7 mai
Décès des ascendants (père/mère beau- père/belle-mère de l'agent)	3 jours ouvrables		QE n°44068 JO AN du 14 avril 2000 QE n°30471 JO Sénat du 29 mars
Décès des descendants autres qu'un enfant	3 jours ouvrables		2002
Décès des autres ascendants	2 jours ouvrables		
Décès des collatéraux (frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle- sœur)	1 jour ouvrable		
Maladie très grave du conjoint (PACS/concubin) Maladie très grave d'un enfant Maladie très grave d'un ascendant, frère, sœur, oncle, tante,	En fonction de la maladie		





II. Les autorisations d'absence liées à des événements de la vie courante

Objet	Durée	Observations	Références
Don du sang	Durée du temps du don + déplacement entre le lieu de travail et de prélèvement	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative	QE n°50 du 18 décembre 1989 Article D. 1221-2 du Code de la Santé publique
Rentrée scolaire	Aménagement d'horaires accordé ponctuellement		Circulaire n°B7/08-2168 du 7 août 2008 relative aux facilités d'horaires accordées aux pères ou mères de famille fonctionnaires et employés des services publics à l'occasion de la rentrée scolaire
Concours et examens en rapport avec l'administration locale	Les jours des épreuves et la veilles si le lieu du concours ou de l'examen implique un déplacement important (hors départements limitrophes)	Autorisation susceptible d'être accordée. Les frais de déplacement pour se rendre aux épreuves d'admissibilité et d'admission peuvent être pris en charge par la collectivité sur la base des barèmes légaux en vigueur et dans la limite d'une fois par session de concours ou examens professionnels.	Loi n°84-594 du 12 juillet 1984 Décret n° 85-1076 du 9 octobre 1985
Déménagement de l'agent	1 jour	Autorisation susceptible d'être accordée	



= u pravisco bavravico



Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale

Représentant des parents d'élèves et délégués de parents d'élèves pour participer aux réunions :

- dans les écoles maternelles ou élémentaires, réunions des comités de parents et des conseils d'école - dans les collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale, réunions des commissions permanentes, des conseils de classe et des conseils d'administration

Durée de la réunion

Autorisation susceptible d'être accordée sur présentation de la convocation et sous réserve des nécessités de service.

Circ. min. NOR: FPPA9730015C du 17 octobre 1997

III. Les fêtes religieuses

Objet	Durée	Observations	Références
Fêtes catholiques et orthodoxes	Le jour de la fête	Les principales fêtes sont prises en comptes au titre du calendrier des fêtes légales. Toutefois, les jours qui ne seraient pas pris en compte dans le calendrier peuvent faire l'objet d'une demande d'ASA par les agents. Exemple : vendredi saint (hors Alsace-Moselle) peut être accordé au titre d'une ASA à l'agent qui en fait la demande.	Circulaire FP n°901 du 23/09/1967 Circulaire du 10/02/2012 relative aux ASA pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions. Décision du Défenseur des Droits n°MLD-2014-15 Rappel à la loi n°2024-007 du 01/07/2024 du Défenseur des droits
Fêtes orthodoxes: Théophanie: selon le calendrier grégorien ou julien Grand vendredi saint Ascension	Le jour de la fête		Circulaire FP n°901 du 23/09/1967 Circulaire du 10/02/2012 relative aux ASA pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions.
Fêtes arméniennes : Fête de la nativité Fête des saints Vartanants Commémoration du 24 avril	Le jour de la fête		Circulaire FP n°901 du 23/09/1967 Circulaire du 10/02/2012 relative aux ASA pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions.
Fêtes musulmanes : Aïd El Adha Al Mawlid Ennabi Aïd El Fitr	Le jour de la fête	Les dates de ces fêtes étant fixées à un jour près, les autorisations d'absence pourront être accordées sur	Circulaire FP n°901 du 23/09/1967 Circulaire du 10/02/2012 relative aux ASA pouvant être





demande de l'agent, avec un décalage en plus ou en moins. ces fêtes commencent la veille au soir. accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions.

Fêtes juives:

Yom Kipp

Chavouot (Pentecôte)

Roch Hachana (jour de l'an : 2 jours)

Ces fêtes commencent la veille au

soir

Le jour de la fête

Le jour de la fête

Circulaire FP n°901 du 23/09/1967

Circulaire du 10/02/2012 relative aux ASA pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions.

Fêtes bouddhiste:

Fête du Vesak

La date de cette fête étant fixée à

un jour près, les

autorisations d'absence pourront

être accordées, sur

demande de l'agent, avec un

décalage de plus ou moins un jour.

Circulaire FP n°901 du 23/09/1967

Circulaire du 10/02/2012 relative aux ASA pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions.

Cette liste n'est qu'indicative, et toute demande d'autorisation d'absence doit être étudiée au cas par cas, y compris pour une fête qui ne serait pas mentionnée dans la circulaire (CE, 26 octobre 2012, M. A., B., n° 346648).

De même, le Défenseur des droits a confirmé le caractère discriminatoire d'une décision d'un maire de restreindre les autorisations d'absence pour fêtes religieuses à tous les agents territoriaux sans étudier au cas par cas les demandes, à la lumière de l'intérêt du service (Défenseur des droits, décision n°MLD-2014-061 du 29 juillet 2014).